

Des alliés pour l'emploi

La Chambre de commerce et l'Adem ont salué leurs complémentarités dans la lutte contre le chômage et l'amélioration de l'employabilité des demandeurs d'emploi.

Le combat contre le chômage reste une préoccupation majeure de la Chambre de commerce, de l'Adem et du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. Hier, les trois entités ont fait un petit bilan des actions communes visant à améliorer l'employabilité générale des personnes sans emploi.

De notre journaliste
Jeremy Zabatta

Carlo Thelen, le directeur général de la Chambre de commerce, et Isabelle Schlessler, la directrice de l'Adem – le ministre Nicolas Schmit s'est excusé de son absence – ont présenté les diverses actions communes visant à combattre le chômage.

Dans son introduction, Carlo Thelen a rappelé la situation socio-économique du moment. Avec des indicateurs conjoncturels positifs, c'est-à-dire un produit intérieur brut (PIB) en hausse, des prévisions optimistes en la matière pour 2019, un emploi intérieur en hausse ou encore un taux de chômage en baisse, le pays peut afficher une certaine satisfaction. Mais le directeur de la Chambre de commerce n'entend pas crier victoire pour autant. «Effectivement, les indicateurs sont positifs, sans pour autant être extraordinaires dans la mesure où ils montrent des chiffres inférieurs aux niveaux d'avant-crise», a précisé Carlo Thelen. La prudence du capitaine de la Chambre de commerce s'explique également par les défis et les enjeux que le Luxembourg va devoir aborder et franchir dans les années à venir. «Il faut nuancer les tendances positives du moment face aux défis d'une croissance plus qualitative dans un contexte de transformation technologique, qui exigent des efforts d'adaptation importants des individus et des entreprises», a-t-il souligné.

L'emploi sera, dans les années à venir, soumis à des changements importants, en raison de la digitalisation du travail et des mutations qui vont en découler. «Même si la baisse du chômage est incontestable, cela ne peut occulter une certaine inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi. Il existe dans ce pays un déphasage entre les qualifications et compétences disponibles et les besoins des entreprises. La digitalisation obligera un nombre croissant d'individus à se reconverter pour



Carlo Thelen et Isabelle Schlessler partagent la même stratégie pour faire face aux défis futurs en matière d'emploi : s'appuyer sur la formation continue.

Un attrait pour l'entrepreneuriat

Selon l'Adem, les formations en lien avec la création d'entreprise et l'entrepreneuriat sont très prisées des demandeurs d'emploi. Ainsi, le programme Fit4Entrepreneurship, qui est ouvert depuis 2015, a accueilli 206 participants et a débouché sur 67 créations d'entreprise et 15 créations en cours.

Actuellement, ces entreprises permettent d'employer 58 personnes. Ceux qui ont participé à ce programme sont en majorité âgés de 40 à 50 ans et possèdent en majorité un diplôme universitaire. À noter que sur les 67 entreprises créées, 31 l'ont été par un homme et 36 par une femme.

assurer leur employabilité. De nouvelles professions vont apparaître, d'autres feront l'objet de mutations importantes et certains seront voués à disparaître. Ainsi, l'adaptation aux nouvelles tendances se fera à travers la formation continue», a expliqué avec prudence Carlo Thelen.

Formation et affinité

Une vision qui coïncide justement avec la stratégie de l'Adem, tout comme avec celle du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, comme le prouvent les nouveaux program-

mes de formation mis en œuvre cette année, dont Fit4JobStart, Fit4Digital Future et Skill You Up. «Nous investissons des efforts et des ressources considérables depuis quelques années dans le développement de formations permettant de mieux faire correspondre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi. Près de 5 000 demandeurs d'emploi ont ainsi pu bénéficier d'une formation en 2017», a expliqué Isabelle Schlessler. Concernant les nouvelles formations (Fit4JobStart, Fit4Digital Future et Skill You Up), les chiffres semblent prometteurs. «C'est encourageant et prometteur. Pour Fit4JobStart, une formation de trois semaines, sur les 29 participants en 2017, 11 sont en emploi. Pour Fit4Digital Future, sur les 12 participants, 7 sont en emploi», a souligné la directrice de l'Adem. Interrogé sur le faible nombre de participants, Isabelle Schlessler a expliqué : «Ces nouveaux programmes ont été configurés pour être des petits programmes, puisque nous n'étions pas certains de leur succès. D'un autre côté, nous n'envoyons pas des personnes suivre des programmes de formation juste pour dire que nous avons rempli nos formations. Il faut que les participants aient une affinité avec l'orientation de la formation. Il faut un intérêt de la personne, sinon cela ne sert à rien et ne fonctionne pas.»

La directrice de l'Agence pour le développement de l'emploi a également précisé qu'il existait un grand nombre de formations, parfois très spécifiques à un secteur ou même à une entreprise en particulier.

Pour conclure, tant l'Adem que la Chambre de commerce ont reconnu les bienfaits de la complémentarité des deux structures pour combattre le chômage. Carlo Thelen a d'ailleurs qualifié l'Adem de «partenaire de longue durée».

AU LUXEMBOURG

ARTISANAT

Les inscriptions au brevet de maîtrise, organisées par la Chambre des métiers, sont ouvertes depuis aujourd'hui et jusqu'au 15 août. Formation phare de l'artisanat luxembourgeois, le brevet de maîtrise constitue l'aboutissement de la formation de «maître artisan» qui s'étend en principe sur trois années. Grâce au caractère polyvalent de la formation liant les aspects de gestion d'entreprise, de technologie et de pédagogie appliquée, le brevet de maîtrise fournit à son détenteur les compétences nécessaires pour créer et diriger sa propre entreprise ou pour occuper un poste à responsabilité dans une entreprise existante ainsi que pour transmettre son savoir à la prochaine génération en formant des apprentis. À noter que l'inscription au brevet de maîtrise est ouverte aux détenteurs d'un diplôme de DAP/CATP ou aux diplômés supérieurs.



61 LE CHIFFRE

Ryanair, qui se targue d'être la plus grande compagnie aérienne d'Europe, a demandé hier à la Commission européenne et aux gouvernements européens d'agir en urgence pour stopper la détérioration alarmante des services du contrôle aérien (CTA). Selon la compagnie irlandaise, 61 % de ses retards ont été causés soit par des grèves soit par une pénurie de personnel. Ryanair va plus loin en visant les prestataires de CTA français pour le nombre important de grèves dans l'année et pointe les CTA allemands et britanniques pour leur manque de personnel. En mai, Ryanair a annulé un peu plus de 1 000 vols, presque tous en raison des pénuries et des grèves du personnel du CTA alors qu'EasyJet a annulé 974 vols contre seulement 117 en mai 2017. «Ce qui a le plus impacté, ce sont les grèves du CTA et l'environnement du CTA actuel, qui est un gâchis. Cela détruit le trafic dans toute l'Europe. On pensait que ça irait mieux en 2018 mais la situation empire», a souligné Willie Walsh, PDG de l'International Airlines Group (IAG), la holding née de la fusion entre British Airways et l'espagnole Iberia. Pour Michael O'Leary, PDG de Ryanair, «des mesures urgentes doivent maintenant être prises par les gouvernements britannique et allemand et la Commission européenne».

L'INDR labellise 23 entreprises

Une poignée d'entreprises a affirmé son engagement sociétal et environnemental.

Hier, l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) a remis officiellement le label «Entreprise socialement responsable» à sept nouvelles sociétés (Apleona HSG, Cesap, Cipa résidence Op der Waassertrap, l'Institut national d'administration publique, Klin, Maà-Oui! et Xpertiz) et l'a renouvelé pour 16 autres.

En présence de Corinne Cahen, la ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Tom Oberweis vice-président de l'INDR et de l'UEL, s'est réjoui de compter désormais plus de 150 entreprises labellisées ESR au Luxembourg.

Depuis 2010, plus de 1 000 entreprises ont ainsi pu être sensibilisées à la RSE. Actuellement, il y a 154 entreprises labellisées employant au total plus de 45 000 salariés au Luxembourg. Le groupe des entreprises labellisées ESR se positionne ainsi comme l'un des



Sept nouvelles entreprises ont été labellisées et 16 ont vu leur label renouvelé.

plus grands réseaux d'entreprises socialement responsables en Europe.

Petite nouveauté de cette quinzième cérémonie : pour la première fois, une administration pu-

blique, l'Institut national d'administration publique (INAP), a obtenu le label «Entreprise socialement responsable». Concernant les autres entreprises, les profils sont très différents, allant de la petite entreprise à la start-up innovante en passant par la société confirmée.

De son côté, la ministre Corinne Cahen a félicité les lauréats ayant obtenu le label ESR et a invité les autres entreprises du pays à s'en inspirer : «Le rôle des entreprises dans la société a changé, ce qui les incite à proposer de nouveaux modèles de fonctionnement pour répondre aux besoins des salariés et aux attentes de leurs clients.»

Thématisée par la Commission européenne comme un enjeu vital, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est en passe de devenir un outil stratégique essentiel pour les dirigeants d'entreprise.